

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Energie nucléaire (France) > **Annnonce d'un nouvel EPR - le Réseau « Sortir du nucléaire » prépare la (...)**

Communiqué

Annnonce d'un nouvel EPR - le Réseau « Sortir du nucléaire » prépare la résistance

vendredi 30 janvier 2009, par [France Nature Environnement](#), [LCR \(France\)](#), [NPA \(comités divers\)](#), [Sortir du nucléaire](#)
(Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2009).

Sommaire

- [Création d'un deuxième EPR \(...\)](#)
- [Non au deuxième EPR](#)
- [Communiqué NPA Dieppe : \(...\)](#)

Annnonce d'un nouvel EPR

Réuni en Assemblée générale nationale dès samedi et dimanche à La Rochelle, le Réseau « Sortir du nucléaire » prépare la résistance

- Le 1^{er} EPR devait apporter « une solide expérience d'exploitation ». Or... il est encore en chantier !

- « Sortir du nucléaire » exige un nouveau Débat public à égalité de temps de parole avec EDF
- Un nouvel EPR détournera la France de son engagement de 20% de renouvelables en 2020
- « Sortir du nucléaire » attaquera en justice les autorisations de construction de l'EPR à Penly
- Comme aucun pays ne veut d'EPR, la France... se les vend à elle même ! C'est ridicule.

Selon le *Figaro.fr*, l'Elysée annoncera ce vendredi 30 janvier la construction en France d'un nouveau réacteur EPR, à Penly (Seine-Maritime), et peut-être bientôt d'encore un autre EPR. Le Réseau « Sortir du nucléaire » se réunit en Assemblée générale nationale dès ce week-end à La Rochelle (17) et va à cette occasion organiser la résistance citoyenne.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » tient à faire savoir que l'annonce d'un nouvel EPR bafoue les engagements officiels pris lors du Débat public (Novembre 2005 - Février 2006) sur le premier EPR français, actuellement en construction à Flamanville (Manche). En effet, dans les documents officiels diffusés pour ce Débat public, il était explicitement écrit que le premier EPR devait permettre « d'acquérir une solide expérience de construction et d'exploitation de ces réacteurs de nouvelle génération et d'être prêt le moment venu pour le renouvellement des centrales » (*).

En clair, il s'agissait de faire fonctionner ce réacteur avant de décider d'en faire ou non d'autres. Or, la construction du premier EPR n'en est qu'au début et doit se poursuivre encore pendant des années (EDF parle d'une mise en service en 2012). Qui peut donc sérieusement prétendre avoir à ce jour une « *solide expérience de construction et d'exploitation* » de l'EPR ?

De même, la construction d'un nouvel EPR empêchera la France de respecter son engagement européen de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2020. Qui plus est, la vague de froid de cet hiver a démontré que la France manquait de moyens de production « de pointe » : elle ne doit donc surtout pas ajouter de nucléaire (qui produit « en base »).

Qui plus est, des études montrent que, pour un investissement égal, les économies d'énergie et les énergies renouvelables créent jusqu'à 15 fois plus d'emplois que le nucléaire. Le projet de construire de nouveaux EPR n'est donc pas seulement irresponsable sur le plan environnemental, il est aussi absurde sur le plan économique.

Face à ce nouveau coup de force, le Réseau « Sortir du nucléaire » annonce d'ores et déjà qu'il attaquera en justice les autorisations de construction du nouvel EPR annoncé à Penly (Seine-Maritime).

Les incroyables déboires rencontrés par EDF et Areva, respectivement sur les chantiers des EPR de Finlande et de Flamanville, devraient suffire à écarter tout nouveau projet d'EPR. Le nucléaire est une industrie du siècle passé, dangereuse et archaïque, chère et polluante. L'avenir est aux économies d'énergie et au développement des énergies propres et renouvelables. Il serait temps que M Sarkozy s'en rende compte...

Réseau Sortir du Nucléaire

29 janvier 2009

(*) <http://www.debatpublic-epr.org/docs...>

Création d'un deuxième EPR : une erreur historique

Communiqué de presse

France Nature Environnement

Le Président de la République vient d'annoncer la création d'un nouveau réacteur nucléaire EPR à Penly en Seine Maritime. Réaction de FNE.

FNE exprime un sentiment de révolte à la suite de l'annonce par le Président de la République de la création d'un nouveau réacteur nucléaire EPR à Penly en Seine Maritime. Cette décision est sans doute conforme à l'intérêt du lobby nucléaire mais pas à l'intérêt général.

Une erreur historique. Lors de son discours de clôture du Grenelle de l'environnement, le 26 octobre 2007, le Président de la République avait déclaré : « *je ne veux pas de nouveaux sites nucléaires* ». Nicolas Sarkozy avait également déclaré : « *Il y aura donc bien une réduction de la part du nucléaire dans notre consommation d'énergie* ».

Pour Sébastien Genest, Président de FNE, « *le développement du nucléaire est contraire à celui des énergies renouvelables. Il faut en finir avec un modèle énergétique centralisé, fragile en consommation de pointe, inadapté aux territoires et contraire à l'objectif premier de réduction de la consommation d'énergie, négocié lors du Grenelle de l'environnement.* »

La relance par l'atome ? Le 19 décembre 2008, lors d'une réunion en présence des associations, Nicolas Sarkozy s'était engagé à ce que le plan de relance soit vert et pas gris.

Sébastien Genest poursuit : « *Nous sommes consternés par l'empilement de décisions à courte vue : relance de trois programmes autoroutiers, octroi d'aides d'Etat au secteur automobile ou aéronautique sans contreparties environnementales, assouplissement des conditions de création des installations classées, création d'un nouvel EPRautant de décisions contraires à l'impératif d'une relance à la fois économique et écologique. Ces décisions irrationnelles ne peuvent être compensées par des mesures de verdissement* ».

Un grave recul de la démocratie écologique. FNE rappelle que le droit de l'environnement impose que le débat public soit organisé à un « *moment où toutes les options sont encore ouvertes* » et avant qu'une décision publique ne soit prise.

Arnaud Gossement, porte parole de FNE, déclare : « *Le nucléaire ne se satisfait que de la politique du fait accompli. La décision de créer un nouvel EPR est une atteinte à la démocratie écologique puisque la concertation n'a eu lieu qu'avec le lobby nucléaire ! Désormais, pourquoi se donner la peine d'organiser un simulacre de débat public dès lors que les dés sont jetés ?* ».

FNE rappelle que la décision de création du premier réacteur nucléaire EPR à Flamanville avait déjà été prise avant même l'organisation d'un débat public, par la loi du 13 juillet 2005 d'orientation sur l'énergie. Pendant le débat public lui-même, Jacques Chirac, alors Président de la République, avait confirmé la décision de créer l'EPR... FNE avait alors engagé plusieurs actions en justice contre les autorisations délivrées pour la construction de ce réacteur.

vendredi 30 janvier 2009

Non au deuxième EPR

Communiqué de la LCR

L'EPR au secours de N. Sarkozy.

Au soir du 29 janvier qui a vu 2,5 millions de manifestants contre la politique de N. Sarkozy et de ses réformes libérales, l'Elysée a confirmé la mise en chantier d'une deuxième centrale nucléaire EPR, à Penly, en Seine-Maritime, au grand dam de ceux qui avaient cru à la sincérité du « Grenelle de l'environnement ».

Alors que les chantiers en cours des centrales EPR, à Flamanville et en Finlande, sont des gouffres à fric et que les défaillances techniques sont nombreuses, N. Sarkozy poursuit sa mission de chargé de promotion du lobby nucléaire avec comme conséquence une marginalité maintenue des énergies renouvelables.

Il est profondément regrettable que les élus locaux de gauche aient cru bon d'approuver cette décision.

Quant à la LCR, elle joint sa voix à celle des associations écologistes, de défense de l'environnement, au réseau « Sortir du nucléaire » et condamne la décision de N. Sarkozy de construire un deuxième EPR.

Le 30 janvier 2009.

Communiqué NPA Dieppe : EPR, la rage de voir le monde s'auto détruire !

Ceux d'en haut, le président de la République, ses amis grands patrons et financiers ont décidé : pour sortir de leur crise faire comme avant ppus de cadeaux aux banques, plus de centrales nucléaires

Pour ceux d'en bas, la crise c'est : des emplois supprimés par exemple au moins 5000 à EDF, des conditions de travail qui se dégradent, des salaires qui baissent, moins d'écoles et d'hôpitaux... Des factures d'électricité, des logements mal isolés qu'il devient impossible de payer.

Pour ceux d'en bas, la construction de l'EPR c'est le choix pour quelqu'un entre le chômage et aller se faire exploiter dans une centrale nucléaire. Et si il y a un accident ,c'est ceux d'en bas qui iront se faire irradier à cause des choix de ceux d'en haut.

Nous tout petit en bas à gauche, nous disons nos vies valent plus que leurs profits. Que par exemple, un programme ambitieux d'économie d'énergie sera plus créateur d'emplois que l'EPR et qui qu'il fera baisser les factures d'électricités des usagers.

L'EPR n'est pas construit. Dans les semaines à venir, le NPA fera son possible pour que se construise un mouvement social contre l'EPR. Pour gagner, ce mouvement social devra rassembler tous ceux et celles d'en bas. Et pour être crédible, il devra mettre en avant un véritable service public de l'énergie Indépendant de la rentabilité financière. Qui prennent en compte les intérêts des usagers, des travailleurs du secteur de l'énergie et qui donnent un avenir à notre planète sans déchet radioactif, ni effet de serre.

C'est un autre monde qu'il faut inventer !

Le nouveau parti anticapitaliste de Dieppe 06 78 92 75 30